

AUTOROUTE EST-OUEST

# Les défenseurs du Parc national d'El-Kala montent au créneau

*L'information rapportée par Le Soir d'Algérie, dans son édition d'hier sur la réalisation d'une route de déviation reliant le point final de l'autoroute avec le poste frontalier d'El-Ayounne sur une distance de 16 km, faute d'une jonction avec le tronçon tunisien qui est, certainement, une chimère, a fait réagir le collectif de sauvegarde du Parc national d'El-Kala (CS Pnek).*

En effet, les membres du CS Pnek estiment unanimement que «cette nouvelle ne nous étonne pas, nous savions que le travail qui a été fait n'était pas à la hauteur des contraintes de ce projet et particulièrement en ce qui a trait à son côté protection et préservation du Parc national d'El-Kala, et ce, en tenant compte des lois de la République en la matière. L'étude d'impact a été clôturée au mois de mai 2008, alors que les travaux ont été entamés, en viola-

tion des lois, au mois de février 2008».

Et ajoutent pour mieux étayer leurs analyses que «nous avons rencontré l'ex-chef du gouvernement Belkhadem et le ministre des Travaux publics pour défendre l'option de défense du Parc national, et ce, par une déviation de l'itinéraire de l'autoroute. Nous avons butté sur l'argument de l'impérieuse nécessité de faire la jonction avec les Tunisiens, alors que la réalité est

tout autre. D'ailleurs, la jonction selon le tracé de 1987 et selon nos informations devait se faire avec la région de Ghardimaou qui présente des atouts indéniables, côté tunisien.

Il s'avère manifestement, après coup, que ce n'est plus 17 km du Parc qui sont touchés par le passage de l'autoroute mais, ce sont exactement 33 km avec l'ajout des 16 km, objet de la nouvelle variante du projet».

Pour les défenseurs de l'environnement le salut du Parc dépend du président de la République.

Ils diront en substance que «ce n'est pas irréversible. Si la sage décision est prise par le président d'arrêter les travaux et d'opter pour le contournement du Parc

d'El Kala, ce qui, faut-il le souligner, est à l'honneur de notre pays et son prestige international, le tronçon de la section de l'autoroute dans le Parc, peut être restauré en laissant la nature recouvrer ses droits et reprendre ses quartiers».

En guise de conclusion, ils affirmeront mordicus et avec satisfaction, l'âme apaisée, que, «le temps vient de nous donner raison sur tout ce que nous avons dit. En ce sens, nous allons reprendre la mobilisation. Cette nouvelle tombe à point nommé. L'ex-chef du gouvernement a fait une autre lecture de la loi. Laquelle interdit formellement le passage de l'autoroute par le Parc».

Daoud Allam

## LE FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES OUVRE LE DÉBAT SUR LE RENOUVEAU AGRICOLE

# Plaidoirie pour un secteur agro-industriel performant

*Le renouveau de l'économie agricole et le secteur alimentaire étaient hier le thème d'une rencontre organisée conjointement entre le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et les promoteurs du Salon international de l'agriculture «Filaha».*

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'objectif recherché, selon les promoteurs de cette rencontre, était «de maintenir la synergie entre la production agricole et l'agro-industrie, et ce au regard de la nouvelle politique du renouveau de l'économie agricole et rurale. En effet, placé sous le haut patronage du ministre de l'Agriculture, le thème de cette rencontre, explique-t-on, «s'inscrit dans la continuité et en

droite ligne pour que la production agricole et l'agro-industrie soient un lien indissociable, afin d'assurer la sécurité alimentaire de notre pays, notamment pour ce qui concerne les produits de base tels que le lait, les céréales, les viandes, les oléagineux et la pomme de terre». A ce titre, lors de son intervention, le président de «Filaha», le D' Amine Bensemmane, a plaidé «pour l'émergence d'un secteur agro-industriel performant, apte à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations et à fournir des produits à des coûts relativement bas qui ne pénalisent pas les consommateurs». Selon la même source, «la réduction de la valeur des importations alimentaires et l'augmentation des recettes d'exportation poursuivent comme

objectif l'équilibre de la balance commerciale». Pour d'autres participants, «notre agriculture dispose d'atouts physiques et économiques indéniables (productions variées et précocité pour certains produits maraîchers). «Les conditions climatiques et environnementales saines se prêtent au développement de l'agriculture biologique. Elles bénéficient d'un appui technique et scientifique à travers des instituts techniques, des centres de recherche, de formation et de vulgarisation», explique-t-on.

Enfin, les professionnels du secteur revendiquent un «rôle important dans la régulation des filières agroalimentaires et le fait d'être la locomotive du développement de l'agriculture».

A. B.

## ARCELOR MITTAL

# Une production en baisse

*Arcelor Mittal a ouvert hier les portes de ses unités de production d'acier aux autorités locales et aux gens de la presse.*

Sur cette visite a plané l'ombre de la crise qui secoue les grandes places financières mondiales, la remise en cause des projets d'investissements stratégiques, les prix à la baisse des produits.

Si le directeur général de la société franco-indienne a synthétisé ses propos sur ces dossiers, il a tenu cependant à souligner que : «La baisse des prix de vente de nos produits générée par la crise mondiale, nous impose de réduire les charges d'une manière forte.»

Le message aux syndicalistes de la société est clair à quelques mois de l'échéance des trois années, durée de la trêve sociale que les mêmes syndicalistes avaient décidé d'observer en 2006. Cela signifie que la plate-forme que ces derniers envisagent de lui soumettre lors des négociations de début janvier 2009, serait malve-

nue. La mise à l'arrêt prolongé du haut fourneau n° 2 imposé par un incident technique et qui a pris fin ce mois de septembre avec un objectif de production revu à la baisse pour l'année 2008 pèsera lourdement lors de ces négociations. C'est dire les grandes manœuvres que se prépare à entreprendre le groupe franco-indien leader de la sidérurgie mondiale Arcelor Mittal Annaba.

Lors de la présentation de son entreprise à M. Mohamed Ghazi, wali d'Annaba, M. Bousquet paraissait livrer une bataille qui ressemblait fort à une retraite organisée plutôt qu'à une offensive. Même s'il a parlé du projet ambitieux de Bellara dans la wilaya de Jijel, avec une capacité de production de 2,5 millions de tonnes, de la remise en exploitation du four électrique de 60 tonnes, des mines de Boukhadra et Ouenza dans

la wilaya de Tébessa, le patron de Arcelor Mittal Annaba n'était pas à l'aise. Il ne l'était pas d'autant plus qu'il devait annoncer que sa société suspend l'acquisition des déchets ferreux et leur transformation à partir de 2009. Cette autre unité de production s'en ira rejoindre celle du fer blanc aux cimetières des déceptions des sidérurgistes algériens. Dans les propos de Arcelor Mittal, l'on sentait comme une tentative de sauver les meubles. Ceux du haut fourneau n° 2 et l'aciérie à oxygène pièces maîtresses sans lesquelles la production de l'acier relève de l'impossible. L'actionnaire majoritaire de ce qui fut le patrimoine du groupe Sider n'a pas de cadeaux à faire aux quelque 9 000 travailleurs du complexe et des mines de Boukhadra et de Ouenza. La période de grâce sur 10 années en vigueur depuis le 18 septembre 2001 dont il a bénéficié prévoyant des avantages multiformes, arrive à

échec. Avec son cerveau à Londres (la Holding mère) Arcelor Mittal Annaba donne de la production du minerai pour l'approvisionnement des HF 1 et 2 à partir des minerais de Boukhadra et Ouenza, de la production de l'acier et de la commercialisation de ses produits à travers les 12 points de vente implantés dans les régions du nord du pays. La visite effectuée hier par le wali d'Annaba pourrait être annonciatrice de beaucoup de choses. Tout porte à croire que la menace qui pèse sur les 100 000 postes de travail du secteur de la sidérurgie/métallurgie a été prise en considération par les pouvoirs publics. Il faut dire que le scénario est celui d'un classique remake. Il est confirmé par la bataille socioprofessionnelle qui se prépare. Elle opposera dès janvier 2009 les syndicalistes à la direction générale. Même s'il ne l'a pas exprimé, le lancinant excédent des effectifs de 9 000 tra-

vailleurs se pose. A sa prise en main du complexe en 2001, Arcelor Mittal avait annoncé que rien ne lui interdirait de les limiter à 6 000. Sur ce point, les négociations semblent être déjà tacitement lancées. C'est dans ce cadre que Londres qui ne veut plus se contenter de bonnes paroles a remplacé, il y a une année, son directeur général. Le grand patron attend que les responsables de son complexe en Algérie s'engagent sur des objectifs de production à la mesure des ambitions affichées par le groupe. L'année 2008 a été marquée par une chute importante de la production. Une amélioration était attendue avec la remise en état du haut fourneau n° 2 et de l'ACO.

Le processus de restructuration des unités déjà engagé s'opère dans des conditions difficiles et les premiers résultats clairement positifs se font attendre.

A. Djabali

## AFFAIRE ALGÉRIE POSTE

# Mandats de dépôt contre plusieurs cadres

Algérie-Poste est éclaboussée par un nouveau scandale. Quatre de ses employés, dont deux cadres centraux, ont été placés, tard dans la soirée de lundi, sous mandat de dépôt par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed.

Une soixantaine de postiers et de cadres, dont l'ex-directrice d'Algérie-Poste, ont défilé tout au long de la journée de lundi devant le procureur de la République puis devant le juge d'instruction, tous cités dans l'affaire de paiement au niveau des guichets des postes de chèques barrés au profit des entrepreneurs et des fournisseurs de la poste.

Le directeur des finances et de comptabilité d'Algérie-Poste, M. El-Baouni, et le directeur des moyens généraux, M. Bechar, sont les deux directeurs à être placés sous mandat de dépôt, alors qu'ont été relâchés, plusieurs autres directeurs et sous-directeurs, entendus dans la même affaire, à savoir le directeur des affaires juridiques et des relations internationales et deux sous-directeurs des moyens généraux, l'un chargé de l'approvisionnement et l'autre des bâtiments.

Par ailleurs, plusieurs chefs d'inculpation ont été retenus contre chacune des personnes arrêtées, notamment pour faux et usage de faux et dilapidation de deniers publics. Les receveurs des postes de Hydra et Birkhadem sont également mis sous mandat de dépôt.

L'ex-directrice d'Algérie-Poste, a été, quant à elle, relâchée après une audition qui a duré plus de deux heures.

L'enquête suit son cours et révélera, dans les prochains jours, les responsabilités dans cette affaire pour laquelle une information judiciaire a été ouverte depuis deux ans suite à des lettres anonymes parvenues à la brigade économique et financière du commissariat central, qui a pris au sérieux les graves accusations portées contre de hauts cadres d'Algérie-Poste.

Il y a lieu de rappeler, effectivement, que cette entreprise a vécu ces deux dernières années, une série de scandales financiers qui ont éclaté dans des agences postales, dans plusieurs wilayas du pays. Le tout dernier est celui relatif au détournement de 45 milliards de centimes au niveau de la poste de Chéraga.

Rosa Mansouri